



Les 121 enseignants et AESH présents à la RIS du SNUDI-FO 77 constatent que la nomination au poste de premier ministre de Monsieur Attal, dont le bilan s'inscrit dans la poursuite et l'aggravation des contre-réformes de ses prédécesseurs (Acte II de l'école inclusive, suppressions de postes, pacte enseignant, liquidation de l'enseignement spécialisé, évaluations d'écoles etc...), ne résoudra aucun des problèmes rencontrés dans les écoles.

Quant à la nomination de la ministre Oudéa-Castéra, se plaindre des conséquences d'une politique qu'elle soutient et à laquelle elle prend part, pour justifier l'inscription de ses enfants dans une école privée confessionnelle, en dit long sur son cynisme, son mépris, et sa volonté de poursuivre dans la voie du dynamitage de l'enseignement public national.

Puisque la ministre est si soucieuse des millions d'heures de cours perdues par les élèves du fait d'un manque chronique de remplaçants, qu'elle commence par rétablir l'ensemble des postes supprimés depuis 2017, qu'elle augmente réellement les salaires de tous les personnels à hauteur des pertes subies depuis 2000 pour attirer des candidats !

Alors que le gouvernement entend poursuivre une politique d'inclusion systématique qui engendre d'innombrables souffrances et dont le bilan est calamiteux, améliorer la situation des écoles et répondre à leurs besoins passera nécessairement par la satisfaction des revendications des personnels.

Les 121 enseignants réunis par le SNUDI-FO 77 exigent :

Un vrai statut de fonctionnaire et un vrai salaire à temps complet pour les AESH et que cesse le chaos dans les établissements lié à l'inclusion systématique.

Des moyens à hauteur des besoins dans le secteur social et médico-social, y compris l'ouverture de nouvelles places et/ou structures.

L'arrêt de la maltraitance des élèves et des personnels, de la culpabilisation des personnels et de tout protocole imposé.

Ils reprennent à leur compte les revendications de l'intersyndicale départementale de Seine-et-Marne qui appelle à un rassemblement le 24 janvier sur les revendications suivantes :

- **Arrêt de l'acte II de l'école inclusive**
- **Retrait de l'article 53 de la loi de finance**
- **Recrutement massif d'AESH sur la base de la création d'un statut de fonctionnaire de catégorie B à n'importe quel moment de l'année**
- **Arrêt de la mutualisation des AESH : Respect des heures notifiées**
- **Arrêt des notifications sans volume horaire précis**
- **Remplacement des AESH en cas d'arrêt**
- **Arrêt des mesures de transformation des enseignants spécialisés en personnel ressource**
- **Retour d'une véritable formation à l'enseignement spécialisé d'au moins 750 heures sur la base d'options (A, B, C, D, E, F, G) qui tiennent compte de la nature des différents besoins et handicaps**

- ***Une augmentation du nombre de places dans les établissements spécialisés qui permettent d'assurer que les orientations soient respectées***
- ***Des RASED complets dans toutes les circonscriptions de Seine-et-Marne : L'augmentation du nombre d'enseignant.es spécialisé.es, psyEN, infirmières et médecins scolaires, enseignant.es référent.es, enseignant.es surnuméraires.***
- ***Accompagnement des élèves dont le dossier MDPH est en instance***

Ils se félicitent de l'appel au rassemblement devant la DSDEN de Seine-et-Marne le 24 janvier, et de la grève et de la montée à Paris le 25 janvier pour se faire entendre du Ministre et invitent les collègues à participer massivement à ces manifestations pour défendre l'école, les élèves et les personnels !